



**Madame Najat VALLAUD-BELKACEM**

**Souhaitez-vous vraiment la fin du pluralisme en économie ?**

---

Madame la Ministre, vous le savez l'économie est en crise. C'est un constat que nul ne conteste. Cette crise est une crise *externe* car sa capacité à expliquer et à comprendre le fonctionnement contemporain du capitalisme est légitimement mise en doute compte tenu de son incapacité à prévoir la crise de 2008 et plus encore à en décrire de possibles voies de sortie. Elle est aussi, et c'est lié, une crise *interne* consécutive à une entreprise de purification idéologique en cours depuis maintenant vingt ans.

Cette entreprise de purification a pris un visage plus explicite et inquiétant avec la parution de l'ouvrage *Le Négationnisme économique et comment s'en débarrasser* paru début septembre 2016. Mis à part l'AFEP, aucune association savante n'a dénoncé la violence et l'indignité du propos, qui se situe bien au-delà de la controverse scientifique, ainsi que son incroyable indigence. Lorsqu'un texte appelle à se « débarrasser » d'une partie des contradicteurs scientifiques, et que celui-ci n'est condamné par personne, ne peut-on légitimement considérer qu'il y a urgence à agir ? Vous êtes vous-même directement accusée d'être dans le camp des négationnistes : « *La ministre Najat Vallaud-Belkacem avait formellement promis à l'AFEP la création d'une section CNU (...) ouverte à toutes les formes de négationnisme économique* » (op cit, p.197).

Cette violence est à l'appui d'un programme politique explicite : celui d'éradiquer toute forme de discussion politique sur l'économie pour laisser libre cours à une approche qui ne peut se perpétuer que par la terreur intellectuelle. M. Hautcoeur, Président de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales (EHESS) indique ainsi dans *Le Monde* du 20/09/2016 : « *Ici, on pourrait s'amuser de voir des partisans de la concurrence réclamer le monopole professionnel, des partisans de l'autorité des revues spécialisées publier un ouvrage dans un domaine (l'épistémologie) qu'ils ne connaissent pas, des victimes du prétendu « négationnisme » dénier le droit de s'exprimer à leurs opposants, et des chercheurs éminents affirmer que sont définitivement trouvées les solutions à tant de questions aussi complexes que débattues et évolutives. On pourrait en conclure que, décidément, l'économie est trop sérieuse pour être laissée aux seuls économistes. Malheureusement, ce scientisme étroit contribue aussi à la mise en doute de toute science sociale et à la montée des violences de tout genre qui va avec.* ». P-C. Hautcoeur reprend ici à son compte le cœur de notre argumentaire pour créer un appel d'air et sauver la possibilité d'un débat.

Madame la Ministre, vous nous avez assuré de votre plein soutien, de celui du gouvernement et du Président. Nous vous avons convaincue que l'unique solution durable qui permettrait d'assurer le pluralisme en économie serait de créer une nouvelle section CNU reliant économie et sciences sociales. Vous avez signé un décret l'instituant. Plus de 600 chercheurs la réclament. 350 ont déjà indiqué qu'ils la rejoindraient si elle était créée. Une pétition en ligne a recueilli plus de 5 000 signatures de chercheurs français et étrangers internationalement connus. De nombreux étudiants en économie réclament une telle section depuis plusieurs années pour permettre l'ouverture de parcours de formation diversifiés. Une telle section n'enlèverait évidemment rien aux collègues économistes qui souhaitent continuer dans la même voie. Elle ouvrirait simplement à la diversité !



Nous sommes, et nous avons toujours été favorables aux débats car nous pensons que c'est seulement dans la confrontation d'interprétations opposées que progresse la connaissance.

Madame La Ministre, le constat est connu. Si vous n'agissez pas, le pluralisme de la pensée disparaîtra sous peu. C'était un fait statistique. C'est maintenant un programme politique dûment annoncé et argumenté.

Madame la Ministre, votre responsabilité est grande : vous avez la possibilité d'un geste institutionnel qui pourra rendre possible une pensée pluraliste, ouverte et dynamique en économie.

Madame la Ministre : publiez maintenant le décret que vous avez signé et qui institue une nouvelle section CNU « économie et société »

**André Orléan, Président de l'AFEP  
et l'ensemble du Conseil d'Administration de l'AFEP**

Pétition en ligne sur : <http://assoeconomiepolitique.org/petition-pour-le-pluralisme-maintenant/>